Juges—Loi

Monsieur l'Orateur, on a beaucoup parlé, au cours de ce débat, de la pension de retraite des juges. Je veux parler notamment du fait que les juges ne seraient pas tenus de cotiser à leur régime de pension. Je peux certes comprendre pourquoi les députés et les Canadiens en général protesteraient contre les hausses de traitements octroyées aux juges et je peux comprendre encore davantage pourquoi ils protesteraient contre des prestations de pension supérieures à celles qui existent non seulement dans la Fonction publique mais aussi dans le secteur privé, à cause justement de la question des cotisations. Je veux dire que les juges ne sont pas tenus de cotiser à leur régime de pension comme le sont les simples citoyens et les fonctionnaires de l'État.

● (1610)

Une fois encore je signale l'article 100 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et le moment où cette disposition a été formulée et adoptée. Je prétends que la pension des juges est une affaire tout à fait différente. Il serait peut-être opportun de réviser les prestations accordées aux juges en tenant compte de la situation en 1980. Mais il serait en même temps injuste, je crois, d'abuser de ceux qui exercent des fonctions judiciaires au Canada et de prétendre que leurs prestations de pension devraient être analogues à celles qui sont versées dans la Fonction publique ou dans le secteur privé quand effectivement une disposition constitutionnelle exige que le Parlement canadien verse des prestations de pension aux juges.

Cela dit, j'estime utile et opportun que ce bill et toute mesure connexe qu'il y aura lieu d'adopter à l'avenir puissent doter le régime de pensions d'une formule raisonnable qui assure la sécurité des juges que le gouvernement du Canada a nommés, tout en tenant compte de certaines réalités économiques. Dans la mesure où les Canadiens ne sont absolument pas en mesure de financer un programme aussi riche que le programme actuel sans que les juges soient appelés à y cotiser, et dans la mesure où les juges se rendent compte de cette nécessité, j'estime que la disposition se justifie et que c'est un pas dans la bonne voie. Cependant, je ne pense pas que ce soit un pas qu'il y ait lieu de justifier autrement qu'en rappelant que le Parlement est tenu, en conformité des dispositions de l'article 100 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, de verser des pensions à ses juges.

J'aimerais dire un mot de la nécessité de nommer de nouveaux juges. Aucun avocat appelé à plaider devant les tribunaux canadiens n'ignore le volume de travail que doivent effectuer la plupart des tribunaux partout au Canada. Comme chacun sait, une justice qui tarde est déjà un début d'injustice, et l'incapacité de nos tribunaux de juger rapidement les affaires dont ils sont saisis cause un préjudice à nos concitoyens. La question ne peut souffrir la moindre flagornerie et le Parlement du Canada ne peut la reléguer aux oubliettes. Il a le devoir de faire en sorte que les juges des tribunaux canadiens soient en nombre suffisant pour assurer à tous ceux qui ont recours à eux que leurs causes seront jugées non seulement avec justice, c'est-à-dire conformément à la lettre de la loi, mais aussi avec rapidité.

J'ai moi-même eu connaissance de retards dans le règlement de certaines causes par les tribunaux et ces retards ont, à mon avis, entraîné des injustices. On s'excusait toujours en prétextant

tant que les juges étaient débordés et qu'ils devraient être plus nombreux. Personne à la Chambre ne peut régler la question en faisant cavalier seul. Combien de fois a-t-on répété qu'il faudrait plus de juges. Par conséquent, la Chambre et les Canadiens doivent étudier très soigneusement toute mesure visant à accroître le nombre de juges dans nos tribunaux et à rendre la justice à ceux, si nombreux, qui la réclament.

Il est un aspect de la nomination des juges qui doit absolument être porté à l'attention de la Chambre et c'est l'allégation, dans une certaine mesure justifiée, selon laquelle le choix des juges au Canada ne serait pas à l'abri du favoritisme politique. J'ignore comment on peut changer cette tradition qui existe sans doute depuis le début de l'histoire de notre pays; tout ce que je sais c'est qu'il faudrait le faire. Je ne dis pas qu'il faut la changer par des renvois de pure forme à l'Association du barreau canadien ou par des nominations symboliques de personnes qui ont une opinion politique différente de celle du gouvernement au pouvoir. Je prétends qu'il faut la remplacer par une méthode sensée qui permettra de nommer des juges dont les compétences sont reconnues par tous les gens de la partie et par tous les profanes et qui ne seront pas choisis parce qu'ils ont appartenu à tel ou tel parti politique avant leur nomination.

J'ai déjà parlé de cette question au ministre de la Justice et je lui ai présenté mes instances à cet égard; je lui ai demandé d'envisager de créer un groupe, un organisme ou une organisation représentant tous les Canadiens, non pas les avocats de notre pays et certainement pas l'Association canadienne du barreau, et qui serait chargée de se prononcer sur les candidatures proposées. Je pense—et je n'hésite pas à le répéter ici car je l'ai dit à bien d'autres occasions—que le fait que le public n'exerce pas un grand contrôle sur les nominations des magistrats de nos cours supérieures est une grave lacune de notre système. Je dis tout simplement au ministre de la Justice que les Canadiens devraient avoir leur mot à dire dans la nomination des juges. Je n'ai rien contre la personne du ministre, mais je pense qu'il ne devrait pas détenir un pouvoir absolu en cette matière, car les questions qui sont portées devant les tribunaux sont d'une grave importance pour la population canadienne.

Nous, de la province de la Nouvelle-Écosse, nous préoccuons au plus haut point, à l'heure actuelle, de la question du droit de propriété sur les ressources sous-marines que le gouvernement fédéral a enlevé au gouvernement provincial en vertu de la loi sur le pétrole et le gaz, ou bill C-48, dont la Chambre est présentement saisie. Il se peut que les tribunaux du Canada aient à trancher cette question et, dans ce cas, nous voulons pouvoir être sûrs qu'aucune allégeance politique ne vienne influencer leur jugement.

Permettez-moi de dire, pour terminer, que si de nombreuses dispositions de ce bill ont soulevé des objections très légitimes à la Chambre, il y en a une qui contribuera à mon avis à assurer l'indépendance absolue du pouvoir judiciaire canadien. Cette disposition constitue le cœur et l'essence de ce bill, et la Chambre devrait la considérer comme très importante si nous croyons, comme nous le devrions, que l'indépendance de l'appareil judiciaire est un élément fondamental du régime constitutionnel canadien.